

Faits saillants

- **Région de Mambasa : les Mayi-Mayi Simba enlèvent 40 femmes à Suma.**
- **Save The Children lance un projet de protection en faveur de plus de 28 000 personnes dont plusieurs milliers d'enfants.**
- **Construction d'une école et d'un centre de santé à Lakpa grâce à un financement de la Banque mondiale.**

Contexte général

- 40 femmes ont été enlevées le 9 octobre à Suma, à quelque 200 km au sud-ouest de Mambasa, dans le District de l'Ituri, par de présumés miliciens d'un disciple du défunt Morgan. D'après certaines sources, ces femmes pourraient servir d'esclaves sexuelles ou de bouclier humain. La veille, sept hommes avaient été kidnappés dans le village de Bakaiko. Par ailleurs, des violations des droits humains se sont multipliées dans la zone, plongeant la population dans la psychose. Aucune force de sécurité n'est présente pour assurer la protection de la population, livrée à la merci des miliciens. Entre temps sur l'axe Boga – Burasi (110 km au sud-est de Bunia) dans la partie sud Irumu (Territoire d'Irumu, en Ituri), de présumés miliciens du leader de Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont enlevé une dizaine de civils qu'ils ont relâchés par la suite. Des autorités locales et membres de la société civile plaident pour une sécurisation de la zone afin d'éviter entre autres le déplacement de population, à cause de nombreuses exactions, et d'apaiser des tensions intercommunautaires.
- Dans les deux districts des Uele, les acteurs de protection ont enregistré au cours du mois de septembre 13 incidents sécuritaires (attaques, pillages, extorsions, etc.), qui ont coûté la vie à trois civils et 18 autres ont été enlevés. De présumés éléments de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) seraient responsables de huit incidents. Comparativement aux précédentes statistiques, le mois d'août avait connu une augmentation du nombre d'incidents (19), de personnes tuées (huit) et d'enlèvements (60).
- Un début de solution en termes de la mise en œuvre des projets de développement en District de l'Ituri est en marche, dans une région où les acteurs et bailleurs de relèvement et développement sont quasiment absents dans les zones hors-conflits. En effet, le Fonds social de la RDC a lancé officiellement, le 7 octobre à Bunia, le Projet pour la stabilisation de l'Est pour la paix (STEP). Financé à hauteur d'environ 79 millions de dollars par la Banque mondiale, ce programme – qui s'étale entre 2014 et 2018 – sera mis en exécution dans les deux Kivu et l'Ituri. Il vise à améliorer l'accès aux infrastructures socioéconomiques et aux moyens de subsistance des communautés vulnérables. Il se focalisera entre autres sur les secteurs de l'éducation, la santé, la nutrition, l'eau et assainissement. A cet effet, une école et un centre de santé sont en construction à Lakpa (35km au sud de Bunia, sud Irumu). Cependant, il y a une nécessité de sécuriser et pacifier définitivement tout l'Irumu avant la mise en œuvre des projets de relèvement et de développement.

Mouvement de population signalé sur l'axe Luna – Komanda

- Une incursion des éléments du groupe armé Allied defence forces (ADF) à Oicha (Nord-Kivu), dans la nuit du 8 au 9 octobre, a provoqué un déplacement de population en Ituri, notamment dans les villages de Luna, Katabeyi, Ndalía, Idohu et Bwanasura. Présentement l'on ne connaît pas encore l'effectif de personnes déplacées, ou s'il s'agit d'un déplacement préventif. Par ailleurs, une ONG locale a rapporté la présence de 250 personnes à Idohu. Alors que l'ONG INTERSOS entend effectuer une mission dans la zone pour vérifier ce déplacement. Près de 9 000 personnes déplacées vivent dans cette zone, sur l'axe Luna – Komanda depuis le premier trimestre 2014 à cause entre autres de l'activisme des miliciens d'ADF, de FRPI et des combattants du défunt Morgan.

Besoins et réponses humanitaires

Multisecteur

Mission inter agence à Opienge du 9 au 10 octobre

- Grâce au mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), plusieurs personnes déplacées, membres de familles d'accueil et autochtones vulnérables (plus de 10 700 personnes) ont bénéficié, le 8 octobre, de 1 877 kit d'articles ménagers essentiels. De plus, 12 points de chloration ont été mis en place pour 6 140 personnes avec 30 kg de chlore et environ 18 000 personnes ont été sensibilisées en eau, hygiène et assainissement. Du point de vue éducation, Save The Children a relevé notamment le manque de pupitres dans plusieurs écoles ainsi qu'un taux élevé d'abandon scolaire aussi bien chez les enfants des personnes déplacées que ceux de la communauté locale. L'ONG CESVI a effectué une évaluation en eau, hygiène et assainissement afin de voir la faisabilité logistique d'une intervention alors qu'INTERMOS a réalisé un monitoring de protection.

Protection

- Grâce à un financement de 712 078 dollars américains de l'Agence internationale suédoise de développement (SIDA), l'ONG Save The Children a démarré, le 8 octobre, un projet dans le cadre de prévention et réduction de la vulnérabilité en faveur de 13 250 enfants dont 6 890 filles et 15 440 adultes dont 8 029 femmes ainsi que des enfants vulnérables, touchés par les conflits dans le sud d'Irumbu. C'est un programme qui s'étendra jusqu'au 31 juillet 2015.
- Une mission conjointe de protection (constituée de la MONUSCO, du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et d'OCHA), a eu lieu du 8 au 12 octobre, à Aveba pour rencontrer la communauté locale (Walendu Bindi) afin de redynamiser le projet « Alerte Précoce ». D'autre part, sur le plan humanitaire, les participants ont recommandé une distribution de l'aide humanitaire (vivres, articles ménagers essentiels, eau) à plus de 12 000 personnes déplacées internes (PDI) présentes dans les sites de Kilonge, Kaguma, Koni et d'Ozoba. Ces PDI avaient fui leurs milieux d'origine (une dizaine de localités) à la suite de l'insécurité causée par la FRPI entre les mois de mai et juin 2014.

Besoins non couverts/ alertes précoces

Education

- Une pluie diluvienne – survenue le 7 octobre à Isiro (District du Haut-Uele) - a causé l'écroulement de trois salles de classe et des dégâts sur de nombreux autres locaux. Plusieurs centaines d'élèves se trouvent présentement dans l'impossibilité d'étudier dans des conditions optimales.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, giuliano@un.org, tél. +243 99 590 13 58

Bertrand Médard Gailémas, Public Information Officer, OCHA Bunia, gailemasb@un.org, tél. +243 81 988 9191

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 99 884 5572

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net